



LA FEDERATION COMMUNIQUE

DOUX

LA DESCENTE AUX ENFERS CONTINUE POUR LES SALARIÉS ET LES CONSOMMATEURS ARNAQUÉS

Notre organisation syndicale est intervenue à plusieurs reprises auprès des pouvoirs publics pour que le groupe Doux soit mis sous tutelle de l'Etat afin de garantir son intégrité et sa pérennité. A l'évidence, le candidat Hollande qui voulait un Etat stratège, a finalement choisi l'option sociale libérale du « laisser-faire » et de la régulation économique par le marché. Nous arrivons à la date funeste pour les salariés de l'anniversaire du dépôt de bilan du groupe Doux.

Depuis juin 2012, près de 1 000 emplois ont été supprimés, plusieurs usines ont été liquidées, dont la dernière en date est celle de Pleucadeuc en Bretagne. L'échec patent de l'accompagnement social, assorti de l'affaiblissement du potentiel avicole français, devraient faire réfléchir « les stratèges » et leurs accompagnateurs sociaux. Sur 1 000 emplois supprimés, 116 salariés ont retrouvé un emploi dans une situation de grande précarité. Seulement 18 d'entre eux ont eu le « privilège » d'accéder à un CDI. Dans les usines encore debout, les cadences de travail ont atteint la limite du supportable. A Châteaulin, 510 000 poulets sont abattus chaque jour, chiffre jamais atteint depuis des années.

Pendant ce temps, les requins de la finance se remplissent les poches. C'est le cas de la banque Barclays qui a empoché 40 millions d'euros de « frais » financiers. Dans ce contexte, l'annonce de l'entrée dans le capital d'un nouveau financier français n'est pas pour nous rassurer.

Le patronat de la filière avicole a, grâce à la stratégie de Charles Doux, réussi à se débarrasser d'un « acteur » de trop dans le secteur du frais. Les salariés sont très inquiets sur l'avenir du pôle export et des risques de démantèlement.

En effet, les patrons de la branche cherchent, avec l'appui de l'Etat, à concentrer la production avicole dans des structures moins nombreuses et entre les mains de 1 ou 2 industriels. L'Etat s'est engagé dans ce sens pour la « modernisation » de la filière avicole. Cet engagement est assorti, entre autre, d'une intervention de la Banque Publique d'Investissement. La filière avicole va donc, dans les prochains mois, entreprendre une nouvelle stratégie industrielle dont l'objectif est lui invariable : faire plus de profits avec moins de salariés. L'argent public va une nouvelle fois servir le patronat pour la casse de l'emploi. Il faut enfin arrêter de servir aux salariés l'adage social-démocrate et social-libéral qui consiste à faire croire que les investissements d'aujourd'hui font les emplois de demain.

Les consommateurs sont également la cible de Jean Charles Doux qui n'hésite pas à injecter de l'eau en quantité dans les poulets. Une escroquerie de plus qui amène les douanes et les services publics de la répression des fraudes, pourtant mis à mal, à perquisitionner le siège social de Doux à Châteaulin. Nous voyons finalement à quoi conduisent les autocontrôles à la sauce Jean-René Buisson, président de l'Ania. Les politiques libérales d'hier qui se poursuivent atteignent l'intolérable. Les contribuables paient les gabegies patronales et les politiques d'accompagnement de l'Etat bourgeois. Le groupe Doux perçoit toujours de l'argent public. C'est la raison pour laquelle nous réitérons notre exigence de sa mise sous tutelle publique.

Il faut maintenant « arrêter le massacre ».

Montreuil,
Le 12 juin 2013